POLICE LOCALE UCCLE/WB/AUDERGHEM
LOKALE POLITIE UKKEL/WB/OUDERGEM

CONSEIL DE POLICE DU 9 DÉCEMBRE 2024
POLITIERAAD VAN 9 DECEMBER 2024

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents **Aanwezig**	Sophie de Vos, *Présidente, Bourgmestre/Voorzitster, Burgemeester* ; Boris Dilliès, David Leisterh, *Bourgmestres/Burgemeesters* ; Félix Boudru, Michel Cohen, Marc Cools, Isabelle Desir, Pierre Desmet, Christian Grétry, Mathias Junqué, Martine Maelschalck, Odile Margaux, Eric Sax, Jérôme Toussaint, Cécile Van Hecke, Marion Van Offelen, Marc Vandame, *Conseillers de police/Politieraadsleden* ; Michel Deraemaeker, *Chef de Corps/Korpschef* ; Géraldine Noël, *Secrétaire/Secretaris*.
Excusés **Verontschuldigd**	Fathiya Alami, Anastasia Bakounine, Christine Bogaert, Jean-Pierre Collin, Aurélie Czekalski, Blanche de Pierpont, Bernard Hayette, Daniel Hublet, Christine Roisin, Laurent Van Der Elst, Patrick Wauters, *Conseillers de police/Politieraadsleden.*

Ouverture de la séance à 18:07
Opening van de zitting om 18:07

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

CABINET DU CHEF DE CORPS - KABINET VAN DE KORPSCHEF

1 **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil de police du 16 septembre 2024.**

Le Conseil approuve le point.
17 votants : 17 votes positifs.

Goedkeuring van het proces-verbaal van de zitting van de Politieraad van 16 september 2024.

De Raad keurt het punt goed.
17 stemmers : 17 positieve stemmen.

DIRECTION DES FINANCES - DIRECTIE FINANCIËN

2 **Budget de la Zone de police pour l'exercice 2025.**

Le Comptable spécial présente le budget 2025, en rappelant que les dépenses à l'ordinaire pour les salaires représentent 90% du budget. Nous nous basons sur un taux de réalisation de 96% pour limiter l'effet sur les dotations communales. Les dépenses relatives à l'informatique ont augmenté en raison du développement du New Way of Working et de la virtualisation. Les dépenses locatives ont disparu puisque nous avons quitté le bâtiment Schlumberger mais les emprunts ont augmenté avec l'achat de Col Vert. Nous avons également introduit une non-valeur sur droit constaté car la dotation fédérale 2024 est inférieure à ce qui avait été prévu par le bureau du Plan, nous devons dès lors restituer 400.000 €. En recette, la PLP 65 est parue tardivement et on constate que les montants sont inférieurs à ceux de 2024. Une nouvelle méthode de calcul a été utilisée, il y aura peut-être un surplus, c'est une

prévision. En conclusion, les dotations communales augmentent de 5%. A l'extra, le projet de nouveau commissariat a été maintenu.
Monsieur Cools constate qu'on parle de 475 membres du personnel opérationnels dans la note de politique générale alors que l'effectif actuel est de 455, comme le précise le point 5 relatif à la déclaration de vacance d'emploi. Depuis 2016, on évoque, dans les budgets, un nombre de 465. L'objectif est-il bien d'atteindre 475 ? Concernant les investissements, le budget prévoit un montant de 47 millions 650 mille pour le nouveau commissariat et le bureau d'études. En janvier 2021, le Conseil de police avait lancé le marché du nouveau commissariat pour un montant de 28 millions 600 mille euros. Les services centraux y représentaient près de 62% du budget. Suite à l'achat de Col Vert, on est loin des 62%. Pourquoi dès lors prévoir un montant si important ? Ne pourrait-on pas envisager d'agrandir l'accueil à Marlow en construisant une annexe au commissariat existant ?
Le Chef de Corps explique que le nouveau système de recrutement induit que les nouveaux engagés partent pendant 1 an en formation. 20 policiers sont actuellement à l'école et intégreront notre zone courant 2025. On peut anticiper les départs à la pension mais pas les départs et démissions de la zone. Concernant le nouveau commissariat, il rappelle qu'en 2021, nous n'avons eu qu'un seul soumissionnaire qui a remis une offre de 54 millions, nous n'avons dès lors pas attribué le marché. Il y a plusieurs possibilités à l'étude : les services administratifs restent à Col Vert ou on centralise tout et on réintègre Col Vert à Uccle.
Monsieur Sax demande quel est le besoin en mètres carré.
Le Chef de Corps répond qu'il faut 7.000 m². Actuellement, on dispose de 2.500 m² à Col Vert mais si on l'intègre au nouveau commissariat, on n'aura un besoin moindre (il y aura déjà un mess, des salles réunion, des toilettes). Il faut aussi tenir compte du télétravail. On pourrait réduire le besoin à 500 m².
La Présidente précise que le montant budgétisé ne sera pas forcément dépensé.
Monsieur Dilliès ajoute que l'achat de Col Vert était lié à la fin du bail de Schlumberger et que l'idéal est de l'intégrer au nouveau commissariat pour rationaliser les coûts. Au niveau du commissariat Marlow, il ne suffit pas de faire une annexe pour l'accueil, ce bâtiment a été adapté en commissariat il y a 24 ans et c'est une passoire énergétique, les choses ont changé depuis. Soit on ne fait rien, soit on fait un projet dans la même logique que la nouvelle maison communale. Cela prend du temps, nous avons visité plusieurs sites.

Le Conseil de police,

Vu les articles de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux en ses articles 11, 26, 40, 41 et 71;
Vu l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant sur le règlement général de la comptabilité de la police locale;
Vu la circulaire ministérielle PLP 65 traitant des directives pour l'établissement du budget et des modifications budgétaires 2025 à l'usage des zones de police ;
Sur proposition du Collège de police,

DECIDE :

- d'approuver le budget de la zone pour l'exercice 2025 tel qu'il figure en annexe.

Le Conseil approuve le point.
17 votants : 17 votes positifs.

Begroting van het Politiezone voor het dienstjaar 2025.

De Politieraad,

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van de geïntegreerde politiedienst, en meer in het bijzonder hun artikelen 11, 26, 40, 41 en 71;

Gelet op het koningklijk besluit van 5 september 2001 houdende het algemeen reglement op de boekhouding van lokale politie;
Gelet op de Ministeriële omzendbrief PLP 65 betreffende de onderrichtingen voor het opstellen van de begroting en van de begrotingswijzigingen 2025 ten behoeve van de politiezones;
Op voorstel van het politiecollege,

BESLIST :

- de begroting van de zone voor het dienstjaar 2025, zoals in bijlage gevoegd, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
17 stemmers : 17 positieve stemmen.

DIRECTION DES MOYENS MATÉRIELS - DIRECTIE MATERIËLE MIDDELEN

3 **Location des locaux du bâtiment Schlumberger pour les services administratifs - Approbation de l'avenant numéro 3 de la convention du bail Schlumberger du 16 décembre 2013.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, notamment les articles 11 et 33 ;
Vu la décision du Conseil de police en sa séance du 12 septembre 2022 d'approuver l'avenant numéro 1 à la convention du bail Schlumberger du 16 décembre 2013 prolongeant le contrat de bail d'un an et 3 mois, prenant cours le 1er avril 2023 et se terminera de plein droit le 30 juin 2024 ;
Vu la décision du Conseil de police en sa séance du 22 avril 2024 d'approuver l'avenant numéro 2 à la convention du bail Schlumberger du 16 décembre 2013 prolongeant le contrat de bail de 4 mois, prenant cours le 1er juillet 2024 et se termine de plein droit le 31 octobre 2024 aux mêmes conditions que le bail ;
Considérant la proposition de la société AG Real Estate, avenue des Arts, 58 à 1000 Bruxelles de prolonger le bail Schlumberger jusqu'au 30 novembre 2024 aux mêmes conditions que le contrat de bail.
Considérant l'avenant au contrat du bail en annexe I (Annexe I Avenant n°3 au contrat du bail Schlumberger) ;
Considérant que sur base de l'article 4 de l'avenant numéro 1 de la convention du bail, les frais d'enregistrement du bail seront supportés par la zone de police ;
Considérant que les crédits nécessaires seront prévus en modification budgétaire du budget 2024;

DECIDE :

- d'approuver l'avenant numéro 3 à la convention du bail Schlumberger du 16 décembre 2013.

Le Conseil approuve le point.
17 votants : 17 votes positifs.

Huurovereenkomst van het gebouw Schlumberger voor de administratieve diensten - Goedkeuring van het addendum nummer 3 van de huurovereenkomst Schlumberger van 16 december 2013.

De Politieraad,

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, namelijk de artikels 11 en 33 ;

Gelet de beslissing van de Politieraad op de zitting van 12 september 2022 om het addendum nummer 1 van de huurovereenkomst Schlumberger van 16 december 2013 goed te keuren, waarbij de huurovereenkomst wordt verlengd met één jaar en 3 maanden, ingaande op 1 april 2023 en van rechtswege eindigend op 30 juni 2024;
Gelet de beslissing van de Politieraad op de zitting van 22 april 2024 om het addendum nummer 2 van de huurovereenkomst Schlumberger van 16 december 2013 goed te keuren, waarbij de huurovereenkomst wordt verlengd van 4 maanden, ingaande op 1 juli 2024 en van rechtswege eindigend op 31 oktober 2024 onder dezelfde voorwaarden als de huurovereenkomst;
Gelet het voorstel van AG Real Estate, Kunstlaan 58, 1000 Brussel, om de huurovereenkomst van Schlumberger te verlengen tot 30 november 2024 onder dezelfde voorwaarden als de huurovereenkomst;
Overwegende het addendum van de huurovereenkomst in bijlage I (Annexe I Avenant n°3 au contrat du bail Schlumberger);
Overwegende dat op grond van artikel 4 van het addendum nr. 1 van de huurovereenkomst de kosten voor de registratie van de huurovereenkomst ten laste komen van de politiezone;
Overwegende dat de nodige kredieten zullen worden opgenomen in een begrotingswijziging bij de begroting voor 2024;

BESLIST :

het addendum nummer 3 van de huurovereenkomst Schlumberger van 16 december 2013 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
17 stemmers : 17 positieve stemmen.

DIRECTION DE L'APPUI - DIRECTIE STEUN

4 **Adhésion au Contrat-cadre VITO pour l'achat, la location ou leasing de matériel et de logiciel (et services connexes) dans le domaine de l'infrastructure TIC.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;
Considérant l'article 2, 7° b) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics permettant à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;
Considérant l'article 47 §2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics prévoyant qu' un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achat est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation ;
Considérant la décision du Conseil de police du 22 août 2018 d'adhérer au contrat-cadre VITO ;
Considérant que les modalités d'exécution de ce contrat-cadre ont changé notamment avec la mise en place d'une mini-compétition et que VITO demande dès lors un nouvel accord d'adhésion ;
Considérant que cet accord-cadre couvre 5 lots répondant partiellement aux besoins de la zone de police en matière d'informatique, soit :

- Lot 1: Servers & Storage
- Lot 2: Back-up & Archiving
- Lot 3: Hypervisor & Cloud
- Lot 4: Netwerk & Security

- Lot 5: End-points

Considérant l'accord d'adhésion en annexe ;
Considérant que la zone de police 5342 remplit les conditions pour y adhérer ;

DECIDE :

- d'adhérer à l'accord-cadre VITO ;
- de signer l'accord d'adhésion et la déclaration de confidentialité en annexe.

Le Conseil approuve le point.
17 votants : 17 votes positifs.

Toetreding tot het VITO-raamcontract voor de aankoop, huur of leasing van hardware en software (en aanverwante diensten) op het gebied van ICT-infrastructuur.

De Politieraad,

Gelet op de wet van 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus ;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 inzake de plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en latere wijzigingen ;
Overwegende dat artikel 2, 7° b) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten een aankoopcentrale, een aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden ;
Gelet op artikel 47 §2 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachtencentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren ;
Gelet op de beslissing van de politieraad van 22 augustus 2018 om toe te treden tot het VITO-raamcontract;
Gelet op het feit dat de uitvoeringsmodaliteiten van dit raamcontract zijn gewijzigd, met name door de invoering van een mini-competitie, en dat VITO daarom om een nieuwe toetredingsovereenkomst vraagt;
Gelet op het feit dat dit raamcontract vijf percelen omvat die gedeeltelijk beantwoorden aan de IT-behoeften van de politiezone, namelijk:

- Perceel 1: Servers & Storage
- Perceel 2: Back-up & Archivering
- Perceel 3: Hypervisor & Cloud
- Perceel 4: Netwerk & Beveiliging
- Perceel 5: Eindpunten

Gelet op de bijgevoegde toetredingsovereenkomst;
Gelet op het feit dat politiezone 5342 voldoet aan de voorwaarden om toe te treden;

BESLUIT:

- toe te treden tot het VITO-raamcontract;
- de bijgevoegde toetredingsovereenkomst en de privacyverklaring te ondertekenen.

De Raad keurt het punt goed.
17 stemmers : 17 positieve stemmen.

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - DIRECTIE HUMAN RESSOURCES

5 **Effectif minimal du personnel opérationnel et CALog de la police locale - Déclaration de vacances d'emplois - Cycle de mobilité 2024-05.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et notamment les articles 3, 38 et 47;
Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police et notamment les articles II.II.1e, IV.I.15 au IV.I.17, IV.I.37 au IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.13 au V.III.24, VI.II.8 au VI.II.26, VII.II.16 au VII.II.19;
Vu l'arrêté royal du 05 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale;
Vu l'arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police;
Vu l'arrêté royal du 9 novembre 2015 portant dispositions relatives au régime de fin de carrière pour des membres du personnel du cadre opérationnel de la police intégrée;
Vu la délibération du Conseil de police du 04 décembre 2001, fixant le cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem et ses modifications ultérieures;
Vu la délibération du Conseil de police du 28 janvier 2002, fixant le cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem et ses modifications ultérieures;
Vu la délibération du Conseil de police du 12 mars 2007, de déclarer vacants les emplois dont les détachés de la zone vers une autre entité sont titulaires;
Considérant la publication de l'appel 2024 05 planifiée pour le 06 décembre 2024;
Considérant que la situation du cadre réel en date du 01 décembre 2024 est la suivante :

Effectif ZP 5342 Uccle/ W-B/ Aud 01/12/2024

1/12/2024	Effectif ZPZ 5342 Ucc WB AUD			
Grade	Cadre	Grade effectif	Cadre effectif	FTEQ
OPS				
Officier	29		18	*17,6*
CDP	3	3		*3,0*
CP	26	14		*13,6*
ACP		1		*1,0*
Cadre Moyen	90		76	*72,9*
CP Tapis Rouge		4		*3,4*
INPP/AP	10	4		*3,8*
AINPP/AP		6		*6,0*
INPP	80	57		*55,7*
AINPP		4		*4,0*
NAPAP		1		*0*
Cadre de Base	341		335	*318,9*
INP		312		*300,9*
AINP		18		*18,0*
NAPAP		5		*0*
Cadre Agent	30		26	*25,3*
AGT		22		*23,3*
AAGT		2		*2*
NAPAP		2		*0*
TOTAL OPS	490		455	*434,7*
		Effectif Niveau		FTEQ
CALOG				

Niveau A	8		8	*7,8*
Niveau B	23		19	*18,3*
Niveau C	78		39	*36,0*
Niveau D	39		15	*13,8*
TOTAL CALOG	148		81	*75,9*
TOTAL ZONE	638		536	510,6

Considérant que la zone de police locale Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem compte 5 détachés vers une autre unité dans le cadre opérationnel, à savoir 1 CALog A, 1 CP, 1 INPP et 2 INP.
Considérant les différents cycles de mobilité en cours, des départs à la pension ou NAPAP prévus, il convient de procéder à la déclaration de vacances de 21 emplois ;
Par ces motifs,
Sur proposition du Collège de police,

DECIDE :

- d'approuver la déclaration de vacance d'emploi suivante à l'occasion du cycle de mobilité 2024-05:

Cadre Officier:

- 1 Commissaire membres Direction Trafic (Dir Adj)

Cadre Moyen :

- 2 Inspecteurs principaux OPJ membres Apostilles secteur Uccle
- 3 Inspecteurs principaux OPJ membres Direction Locale de Recherche
- 1 Inspecteur principal OPJ membre Dispatching Zonal (DPZ)
- 1 inspecteur principal, adjoint du chef de service Flag

Cadre de base :

- 4 Inspecteurs membres Intervention
- 1 Inspecteur membre Direction Locale de Recherche
- 1 Inspecteurs membres de la Patrouille de Flagrant délit Guidée par l'Information (UAS Marlow)
- 1 Inspecteur membre Apostilles secteur Uccle

Cadre Agent:

- 4 Agents membres Direction Trafic

Cadre CALog :

- 2 x Niveau C – Assistant membre Direction Ressources Humaines (DRH Team Galop)

TOTAL : 21 places

- les emplois vacants pour tous cadres non pourvus en mobilité classique pourront l'être via voie externe.

Le Conseil approuve le point.
17 votants : 17 votes positifs.

Minimaal effectief van het operationeel en het administratief en logistiek personeel van de lokale politie - Mededeling van de vacatures – Mobiliteitscyclus 2024-05.

De Politieraad,

Gezien de wet van 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en inzonderheid op de artikels 3, 38 en 47;
Gezien het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en in het bijzonder zijn artikel II.II.1ste, IV.II.15 tot IV.I.17, IV.I.37 tot IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.13 tot V.III.24, VI.II.8 tot VI.II.26, VII.II.16 tot VII.II.19;
Gezien het koninklijk besluit van 05 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie;
Gezien het koninklijk besluit van 20 november 2001 tot vaststelling van de nadere regels inzake de mobiliteit van het personeel van de politiediensten;
Gezien het koninklijk besluit van 9 november 2015 houdende bepalingen inzake het eindeloopbaanregime voor personeelsleden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie;
Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 04 december 2001 tot vaststelling van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem en de latere wijzigingen ervan;
Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 28 januari 2002 tot vaststelling van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem en de latere wijzigingen ervan;
Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 12 maart 2007, om de betrekkingen waarvan de afgedeelden (gedetacheerden) van de zone titularis waren vacant te verklaren;
Gezien de publicatie van de mobiliteitscyclus 2024 05 voorzien is op 06 december 2024;
Overwegende dat de situatie van het kader op datum van 01 december2024 er als volgt uitziet:

1/12/2024	Effectief ZPZ 5342 UKK WB OUD ®			
Graad	Kader	Effectief Graad	Effectief Kader	FTEQ
OPS				
Officier	29		18	*17,6*
HCP	3	3		*3,0*
PC	26	14		*13,6*
APC		1		*1,0*
Middenkader	90		76	*72,9*
PC Rloper		4		*3,4*
HINP/AP	10	4		*3,8*
AHINP/AP		6		*6,0*
HINP	80	57		*55,7*
AHINP		4		*4,0*
NAVAP		1		*0*
Basiskader	341		335	*318,9*
INP		312		*300,9*
AINP		18		*18,0*
NAVAP		5		*0*
Hulpkader	30		26	*25,3*
AGT		22		*23,3*
AAGT		2		*2*
NAVAP		2		*0*
TOTAAL OPS	490		455	*434,7*
		Effectief Niveau		FTEQ
CALOG				
Niveau A	8		8	*7,8*
Niveau B	23		19	*18,3*
Niveau C	78		39	*36,0*

Niveau D	39		15	*13,8*
TOTAAL CALOG	148		81	*75,9*
TOTAAL ZONE	638		536	510,6

Overwegende dat de zone 5 leden van het operationele kader naar een andere eenheid afgedeeld heeft, te weten 1 CALog A, 1 PC, 1 HINP en 2 INP.
Overwegende de verschillende lopende mobiliteitscycli alsook het voorziene vertrek via pensioen of NAVAP, dienen 21 vacatures gepubliceerd te worden ;
Om deze redenen,
Op voorstel van het Politiecollege,

BESLIST :

- de volgende betrekkingen vacant te verklaren in het kader van de mobiliteitscyclus 2024 05:

Officierenkader:

- 1 Commissaris Directie Verkeer (Adjunct)

Middenkader

- 2 Hoofdinspecteurs OGP lid Kantschriften sector Ukkel
- 3 Hoofdinspecteurs OGP lid Directie Lokale Recherche
- 1 Hoofdinspecteur OGP lid Zonale Dispatching (DPZ)
- 1 Hoofdinspecteur adjunct-dienstchef FLAG

Basiskader:

- 4 Inspecteurs lid Interventie
- 1 Inspecteur lid Directie Lokale Recherche
- 1 Inspecteur lid Informatiegestuurde Heterdaadpatrouille (UAS Marlow)
- 1 Inspecteur lid Kantschriften sector Ukkel

Agentenkader:

- 4 Agenten lid Directie Verkeer

CALog kader:

- 2 x Niveau C – Assistent lid Directie Human Resources (Team Galop)

TOTAAL: 21 betrekkingen

- de betrekkingen voor alle kaders die niet worden ingevuld via klassieke mobiliteit kunnen extern worden opengesteld en aangeworven.

De Raad keurt het punt goed.
17 stemmers : 17 positieve stemmen.

6 **Engagement d'un Commissaire de police – Composition de la commission de sélection locale - Direction de Proximité secteur Uccle.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et notamment les articles 3, 38 et 47;
Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police et notamment les articles II.II.1e, IV.I.15 au IV.I.17, IV.I.37 au IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.13 au V.III.24, VI.II.8 au VI.II.26, VII.II.16 au VII.II.19;
Vu l'arrêté royal du 05 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale;
Vu l'arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police;
Vu la délibération du Conseil de police du 04 décembre 2001, fixant le cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem, et ses modifications ultérieures;
Vu la délibération du Conseil de police du 28 janvier 2002, fixant le cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem, et ses modifications ultérieures;
Vu la délibération du Conseil de police du 12 mars 2007, de déclarer vacants les emplois dont les détachés de la zone vers une autre entité sont titulaires;
Vu la délibération du Conseil de police du 16 septembre 2024 ouvrant la mobilité et déterminant les modalités de sélection des candidats dans le cadre du cycle de mobilité 2024 04;
Considérant l'appel aux candidatures n° 2024 04 publié le 04 octobre 2024 par la Police Fédérale ouvrant e.a. un emploi de Commissaire de police membre de la Direction de Proximité secteur Uccle;
Attendu que l'installation d'une commission de sélection est imposée pour l'engagement via mobilité d'un officier de la police locale;
Par ces motifs,
Sur proposition du Collège de police,

DECIDE :

- d'approuver la composition suivante de la commission de sélection locale pour l'engagement d'un Commissaire de police membre de la Direction de Proximité secteur Uccle (tous cycles de mobilité confondus):

1. Président : Monsieur le Chef de Corps, Michel DERAEMAEKER, 1er Commissaire Divisionnaire de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
2. Assesseur: Monsieur Eric DUHAIN, Commissaire Divisionnaire - Directeur des Opérations de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
3. Assesseure: Madame Manuella WEYMAERE, 1er Commissaire, Directeur de la Direction de Proximité secteur Uccle de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;

Secrétaire : Madame Isaline FAIN, 1er Conseiller – Directeur de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;

En cas d'absence du président ou d'un(e) assesseur(e), celui/celle-ci peut être remplacé(e) par la personne qu'il/elle le/la remplace de façon structurelle ou qu'il/elle désigne, à condition que le/la remplaçant(e) appartienne au cadre officier ou au niveau A.
En cas d'absence de la secrétaire, celle-ci peut être remplacée par la personne qu'il désigne.

Le Conseil approuve le point.
17 votants : 17 votes positifs.

Aanwerving van een Politiecommissaris – Samenstelling van de lokale selectiecommissie - Directie Nabijheidspolitie sector Ukkel.

De Politieraad,

Gezien de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en inzonderheid op de artikels 3, 38 en 47;
Gezien het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en in het bijzonder zijn artikel II.II.1 ste, IV.II.15 tot IV.I.17, IV.I.37 to IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.9 tot V.III.25, VI.II.8 tot VI.II.26, VII.II.16 tot VII.II.19;
Gezien het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie;
Gezien het koninklijk besluit van 20 november 2001 tot vaststelling van de nadere regels inzake de mobiliteit van het personeel van de politiediensten;
Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 04 december 2001 tot vaststelling van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem, alsook de latere wijzigingen;
Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 28 januari 2002 tot vaststelling van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem, alsook de latere wijzigingen;
Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 12 maart 2007, om de betrekkingen waarvan de afgedeelden (gedetacheerden) van de zone titularis waren vacant te verklaren;
Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 16 september 2024 waarbij betrekkingen in het kader van de mobiliteit vacant werden verklaard en de selectiemodaliteiten werden vastgelegd in het kader van de mobiliteitscyclus 2024 04;
Gezien de Federale Politie op 04 oktober 2024 de oproep tot kandidaatstelling nr 2024 01 gepubliceerd heeft, met daarin o.a. een Politiecommissaris lid van de Directie Nabijheidspolitie sector Ukkel;
Gezien de oprichting van een selectiecommissie bij de lokale politie opgelegd wordt voor de aanwerving via mobiliteit van een officier ;
Op voorstel van het politiecollege,

BESLIST :

- de volgende samenstelling van de lokale selectiecommissie goed te keuren betreffende de aanwerving via mobiliteit van een Politiecommissaris lid van het Kabinet van de Korpschef (ongeacht de mobiliteitscyclus) :

1. Voorzitter : Mijnheer de Korpschef, Michel DERAEMAEKER, 1e Hoofdcommissaris van politie van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
2. Bijzitter: Mijnheer Eric DUHAIN, Hoofdcommissaris van politie - Directeur Operaties van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
3. Bijzitter: Mevrouw Manuella WEYMAERE, 1e Commissaris van politie - Directeur van de Directie Nabijheidspolitie sector Ukkel van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Secretaris : Mevrouw Isaline FAIN, 1e Adviseur - Directeur van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem.

In geval van afwezigheid van de voorzitter of een bijzit(s)ter, kan deze worden vervangen door de persoon die hem/haar standaard vervangt of die hij/zij aanwijst, op voorwaarde dat de vervang(st)er behoort tot het officierenkader of niveau A.
In geval van afwezigheid van de secretaris, kan deze worden vervangen door een persoon die hij/zij aanwijst.

De Raad keurt het punt goed.
17 stemmers : 17 positieve stemmen.

7 **Procédure de sélection du cadre de base – Recrutement externe - Composition de la commission de sélection locale.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et notamment les articles 3, 38 et 47;
Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police et notamment les articles II.II.1e, IV.I.15 au IV.I.17, IV.I.37 au IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.13 au V.III.24, VI.II.8 au VI.II.26, VII.II.16 au VII.II.19;
Vu l'arrêté royal du 05 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale;
Vu l'arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police;
Vu la délibération du Conseil de police du 04 décembre 2001, fixant le cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem, et ses modifications ultérieures;
Vu la délibération du Conseil de police du 28 janvier 2002, fixant le cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem, et ses modifications ultérieures;
Vu la délibération du Conseil de police du 12 mars 2007, de déclarer vacants les emplois dont les détachés de la zone vers une autre entité sont titulaires;
Considérant que plusieurs emplois du cadre de base ont été publiés lors de cycles de mobilité et que les emplois non-pourvus peuvent être ouverts via la procédure de sélection externe (sur jobpol.be);
Attendu que l'installation d'une commission de sélection est imposée pour le recrutement via cette procédure de sélection du cadre de base de la police locale;
Par ces motifs,
Sur proposition du Collège de police,

DECIDE :

- d'approuver la composition suivante de la commission de sélection locale pour le recrutement externe du cadre de base de la police locale, :

1. Président(e) : Le Chef de Corps de la zone de police Uccle/Watermael-Boitsfort/Auderghem, son/sa remplaçant(e) ou son/sa représentant(e) ;
2. Assesseur(e) : La Directrice de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle/Watermael-Boitsfort/Auderghem, son/sa remplaçant(e) ou son/sa représentant(e) ;
3. Assesseur(e) : Un(e) Directeur/trice d'une Direction de la zone de police Uccle/Watermael-Boitsfort/Auderghem, son/sa remplaçant(e) ou son/sa représentant(e) ;

Le/la secrétaire peut être désigné(e) par un(e) des membres de cette commission de sélection de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem.

Le Conseil approuve le point.
17 votants : 17 votes positifs.

Selectieprocedure basiskader - Externe werving - Samenstelling van de lokale selectiecommissie.

De Politieraad,

Gezien de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en inzonderheid op de artikels 3, 38 en 47;
Gezien het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en in het bijzonder zijn artikel II.II.1 ste, IV.II.15 tot IV.I.17, IV.I.37 to

IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.9 tot V.III.25, VI.II.8 tot VI.II.26, VII.II.16 tot VII.II.19;
Gezien het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie;
Gezien het koninklijk besluit van 20 november 2001 tot vaststelling van de nadere regels inzake de mobiliteit van het personeel van de politiediensten;
Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 04 december 2001 tot vaststelling van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem, alsook de latere wijzigingen;
Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 28 januari 2002 tot vaststelling van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem, alsook de latere wijzigingen;
Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 12 maart 2007, om de betrekkingen waarvan de afgedeelden (gedetacheerden) van de zone titularis waren vacant te verklaren;
Gezien de publicatie van verscheidene betrekkingen basiskader via mobiliteitscycli;
Gezien de niet ingevulde betrekkingen van het basiskader volgens het huidige selectieconcept extern kunnen worden opengesteld (op jobpol.be);
Gezien de oprichting van een selectiecommissie bij de lokale politie opgelegd wordt voor de aanwerving van leden van het basiskader binnen deze nieuwe selectieprocedure;
Om deze redenen,
Op voorstel van het Politiecollege,

BESLIST :

- de volgende samenstelling van de lokale selectiecommissie voor de aanwerving via externe werving van leden van het basiskader goed te keuren:

1. Voorzit(s)ter : de Korpschef van de lokale politiezone Ukkel/Watermaal-Bosvoorde/Oudergem, zijn vervang(st)er of zijn vertegenwoordig(st)er;
2. Bijzit(s)ter : de Directrice van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel/Watermaal-Bosvoorde/Oudergem, haar vervang(st)er of haar vertegenwoordig(st)er;
3. Bijzit(s)ter : de Directeur of Directrice van een directie van de lokale politiezone Ukkel/Watermaal-Bosvoorde/Oudergem, zijn/haar vervang(st)er of zijn/haar vertegenwoordig(st)er;

Een secretaris/secretaresse kan worden aangewezen door een lid van deze selectiecommissie van de lokale politiezone Ukkel/Watermaal-Bosvoorde/Oudergem.

De Raad keurt het punt goed.
17 stemmers : 17 positieve stemmen.

CABINET DU CHEF DE CORPS - KABINET VAN DE KORPSCHEF

8 Information - Question écrite de Monsieur COOLS concernant le dépôt de plainte.

La question écrite de Monsieur Cools est la suivante :

Le Collège de police peut-il me confirmer que tout citoyen a le droit de déposer une plainte au commissariat de police et que la police a l'obligation d'enregistrer cette plainte et de donner une copie du procès-verbal de l'audition du plaignant si ce dernier demande cette copie ?
Il me revient qu'il arrive que la police refuserait parfois au commissariat Marlow d'enregistrer une plainte. Est-elle en droit d'agir ainsi ? Dans la négative les policiers de garde au commissariat sont-ils sensibilisés à l'obligation d'enregistrer les plaintes ?

La réponse est la suivante :

En principe, une plainte doit être actée.

Lors du dépôt d'une plainte au commissariat, le plaignant peut demander une copie de son audition. De plus les services de police doivent remettre une attestation de dépôt de plainte. Ce document constitue la preuve de la plainte. Cette attestation donne également des informations sur la suite possible de la procédure et sur les démarches que à entreprendre.

Il arrive que les intervenants oublie de fournir ces documents. Ils peuvent toutefois être obtenus sur simple demande. Une communication sera faite prochainement sur ce sujet.

Dans le cas où un citoyen estimerait qu'il a été traité de manière incorrecte, il lui est possible de signaler les faits auprès de notre service du contrôle interne qui effectuera une enquête à ce sujet.

Le Conseil est informé.

Informatie - Schriftelijke vraag van Mijnheer Cools betreffende de klachtneerlegging.

De schriftelijke vraag van Mijnheer Cools luidt als volgt:

Kan het Politiecollege mij bevestigen dat elke burger het recht heeft om een klacht in te dienen bij het politiecommissariaat en dat de politie verplicht is om deze klacht te registreren?
Daarnaast zou ik graag weten of de politie verplicht is om een kopie van het proces-verbaal van het verhoor van de klager te verstrekken indien de klager hierom vraagt.
Ik heb vernomen dat het soms gebeurt dat de politie op het commissariaat van Marlow weigert om een klacht te registreren. Is dit wettelijk toegelaten? Indien niet, worden de politieagenten die van wacht zijn op het commissariaat voldoende geïnformeerd over de verplichting om de klachten te registreren

Het antwoord luidt als volgt:

In principe moet elke klacht worden geregistreerd.

Wanneer iemand een klacht indient op het commissariaat, heeft hij of zij het recht om een kopie van het verhoor te vragen. Daarnaast is de politie verplicht om een ontvangstbewijs af te geven. Dit bewijs dient als bewijs van de ingediende klacht. Het bevat ook informatie over de mogelijke vervolgprocedure en de te nemen stappen.

Het komt wel eens voor dat de acterende politieambtenaren vergeten deze documenten mee te geven. U kunt deze echter altijd aanvragen. Binnenkort zullen we hierover meer gedetailleerde informatie communiceren.

Indien u van mening bent dat u tijdens de behandeling van uw klacht onjuist behandeld bent, kunt u dit melden bij onze interne controledienst. Deze dienst zal een intern onderzoek naar de zaak instellen.".

De Raad heeft kennis gekregen.

9 **Question orale de Monsieur BOUDRU concernant la plateforme de mutualisation de la vidéoprotection.** ***(Ajouté en séance)***

La question de Monsieur Boudru est la suivante :

Par l'intermédiaire de Paradigm et de safe.brussels (anciennement, le CIRB et BPS), la Région bruxelloise a mis en place une « plate-forme de mutualisation de la vidéo-protection » permettant à différents acteurs bruxellois (safe.brussels, Bruxelles Mobilité, le Port de Bruxelles, le SIAMU, la STIB, la SNCB et les six zones de police) de se partager des images de vidéosurveillance.

Les modalités juridiques encadrant cette plate-forme ont fait l'objet de fortes critiques, notamment de la part du COC (l'Organe de Contrôle de l'information policière).* La Région a d'ailleurs dû récemment revoir ce cadre de manière à régulariser sa situation.**

1. Malgré les obstacles juridiques, cette plate-forme est-elle opérationnelle ?
Réponse : Elle est en partie opérationnelle.

2. La zone de police reçoit-elle des images via cette plate-forme ? Si oui, quel type d'images est-il reçu, de la part de quels acteurs et avec quelles finalités ?
Réponse : Nous recevons les images live de notre zone de police, de bruxelles-mobilité, de la Stib et des caméras fixes temporaires situées sur notre territoire.

3. La zone de police partage-t-elle des images via cette plate-forme ? Si oui, quel type d'image est-il fourni, vers quels acteurs et avec quelles finalités ?
Réponse : Non pas au quotidien. Uniquement en cas de grands événements. Image live vers la zone de police qui est Gold avec la finalité « ordre public »

4. Les images issues des bodycams de la zone de police sont-elles partagées sur cette plate-forme ?
Réponse : Non

5. Les images issues des drones et hélicoptères de la police fédérale sont-elles partagées sur cette plate-forme ?
Réponse : Oui. A la demande.

6. Quels logiciels sont-ils utilisés par la zone de police pour traiter les images de vidéosurveillance ? Avec quelles finalités ?
Réponse : Genetec. Finalité ordre public, de police administrative et judiciaire.

7. Quels logiciels sont-ils utilisés sur cette plate-forme ? Avec quelles finalités ?
Réponse : Briefcam. Outil de recherche dans les images enregistrées. Pour raccourcir le temps de visionnage des opérateurs en cas de faits judiciaires. Exemple : le logiciel sélectionne les séquences uniquement où il y a une personne en mouvement.

8. Les logiciels acquis par la zone sont-ils disponibles sur la plate-forme et réciproquement ?
Réponse : Oui

9. Quels sont les traitements effectués par la zone de police sur les images reçues ? Avec quelles finalités ?
Réponse : Images uniquement. Traitement à caractère personnel. Enquêtes judiciaires

10. Quels sont les traitement effectués par les autres membres de la plate-forme sur les images fournies par la zone ? Avec quelles finalités ?
Réponse : A notre connaissance, les autres opérateurs ne consultent pas nos images.

11. Pouvez-vous fournir une copie de la convention relative au partage d'images de vidéosurveillance passée entre la zone de police et la Région ou son représentant (safe.brussels/BPS ou Paradigm/CIRB) ?
Réponse : Oui en annexe

12. Pouvez-vous fournir les analyses d'impact relative à la protection des données (AIPD) concernant les systèmes de surveillance utilisés par la zone de police et par la plate-forme régionale ?
Réponse : Oui en annexe

13. Pouvez-vous fournir une copie anonymisée du registre des traitements ?
Réponse : Oui en annexe

* https://www.organedecontrole.be/files/DA230046_F.pdf
** https://www.ejustice.just.fgov.be/eli/ordonnance/2015/05/28/2015031343/justel

Le Conseil est informé.

10 **Question orale de Monsieur SAX concernant le manque de confidentialité dans le bureau de l'accueil Rue Rouge.** ***(Ajouté en séance)***

La question de Monsieur SAX est la suivante :
À plusieurs reprises, j'ai été témoin de déclarations effectuées par nos concitoyens à l'accueil du commissariat de la rue Rouge, dans des conditions qui ne respectent pas la confidentialité nécessaire. Ces déclarations, parfois très sensibles – notamment dans des cas d'agressions sexuelles ou de violences intrafamiliales – sont effectuées dans un espace où les échanges sont largement audibles par les autres personnes présentes.
La disposition actuelle, combinée à la résonance des lieux et à l'utilisation d'un ton amplifié par les agents d'accueil, ne garantit pas le respect de l'intimité des citoyens venus déposer plainte. Il n'est pas acceptable que ceux qui attendent dans la file puissent entendre la nature des conversations ou les motifs des plaintes des autres usagers.
Je propose donc qu'un bureau isolé soit rapidement aménagé pour recevoir ces déclarations en toute confidentialité. Cela permettrait d'assurer un traitement respectueux et digne des situations souvent délicates auxquelles nos concitoyens doivent faire face lorsqu'ils franchissent les portes d'un commissariat.
En attendant la mise en place d'une solution durable, pourriez-vous me faire part des mesures envisagées pour pallier ce problème urgent ?
La brochure zonale a été distribuée aux conseillers de police et Monsieur Sax constate qu'on y parle de la possibilité de prendre rendez-vous.
La Présidente précise que cette brochure a été distribuée en toute boîte et est disponible sur le site internet de la zone.
Monsieur Sax évoque la possibilité de créer un système de ticket, comme à la commune, en fonction du type de plainte.
Monsieur Cohen partage l'avis de Monsieur Sax et estime qu'un nouveau commissariat est nécessaire
La réponse du Chef de Corps est la suivante :
Je tiens à souligner que la problématique de la confidentialité à l'accueil du commissariat de la rue Rouge est bien connue et a été identifiée de longue date. En 2012, une proposition de modernisation de nos locaux avait été formulée, mais elle n'a pas pu aboutir en raison de contraintes budgétaires. Cette question a été régulièrement mise en avant dans nos réflexions sur l'amélioration de l'accueil et du service aux citoyens.
Pour mieux comprendre les attentes du public, une enquête de satisfaction a été menée en 2015, ce qui nous a permis d'identifier plusieurs axes de travail, notamment en ce qui concerne la confidentialité des échanges à l'accueil.
Conscients des enjeux liés à cette problématique, nous avons mis en place plusieurs initiatives ces dernières années pour y répondre au mieux :

1. **Prise de rendez-vous** : Afin d'éviter les files d'attente et de garantir une meilleure gestion des flux, nous avons instauré la possibilité pour les citoyens de prendre rendez-vous, ce qui limite les interactions publiques lors de l'attente et améliore ainsi la confidentialité des échanges. Et

permet de garantir une certaine confidentialité en évitant le processus d'accueil.

2. **L'accueil spécialisé "EVA"** : Pour répondre spécifiquement aux besoins des victimes de violences sexuelles et intrafamiliales, nous avons créé un accueil spécialisé "EVA", qui offre un cadre sécurisé et confidentiel pour la prise en charge de ces plaintes particulièrement sensibles.
3. **Procédures internes de confidentialité** : Nos directives internes stipulent que seules des informations minimales sont demandées aux plaignants à l'accueil, notamment leur nom, leurs coordonnées et le motif général de la plainte. Si une personne se présente dans un état de choc ou semble réticente à dévoiler le motif de sa plainte, elle est immédiatement prise en charge par un inspecteur de police dans un local réservé et confidentiel, garantissant ainsi le respect de sa dignité et de la confidentialité.

Enfin, bien que nous soyons pleinement conscients des défis actuels en matière de confidentialité, je tiens à vous informer que nous travaillons actuellement sur le projet de construction d'un nouveau commissariat. Si ce projet est accepté, il permettra de répondre à ces préoccupations en offrant des locaux adaptés. Toutefois, il est important de souligner que la réalisation de ce projet prendra plusieurs années.
En attendant, nous continuons à mettre en place des mesures pour améliorer l'accueil et la confidentialité dans nos locaux actuels, tout en restant attentifs aux suggestions et préoccupations soulevées par nos citoyens. Nous allons rappeler les directives internes et promouvoir sur nos différents canaux, les processus alternatifs d'accueil permettant de renforcer la confidentialité des plaintes sensibles. Nous allons, par exemple, mettre un panneau en invitant les plaignants à indiquer directement qu'ils souhaitent la confidentialité, et peindre une ligne de couleur au sol pour que les gens respectent une distance.
Il ajoute que le personnel à l'accueil a souvent un feeling pour cela et adapte son comportement en fonction.
Monsieur Cools est sceptique sur la nécessité d'un nouveau commissariat en raison de son coût et estime qu'il serait plus raisonnable d'envisager la rénovation du commissariat Marlow. Le point important qu'il retient est la possibilité de prendre rendez-vous pour déposer plainte mais il a connaissance d'un cas de viol pour lequel un rendez-vous n'était pas possible avant 15 jours, cela pose problème. Pour les faits d'une extrême gravité, les rendez-vous devraient suivre.
Le Chef de Corps répond que, dans le cas d'un viol, la victime est prise en charge à Saint-Pierre et l'audition se fait sur place immédiatement.
La Présidente ajoute qu'on a également amélioré la cellule EVA pour en améliorer le confort.
Monsieur Sax conclut en expliquant avoir été témoin de l'intervention de l'aide aux victimes, qui était très bien.

Le Conseil est informé.

Levée de la séance à 18:52
Opheffing van de zitting om 18:52

Le Secrétaire, De Secretaris,	La Présidente, De Voorzitster,
Géraldine Noël	Sophie de Vos